



Interreg

France-Wallonie-Vlaanderen



UNION EUROPÉENNE
EUROPESE UNIE

Révision RGEC - Consultation de la Commission européenne

Contribution du Programme
Interreg France-Wallonie-Vlaanderen

Version 20-09-2019

Avec le soutien du Fonds européen de développement régional
Met steun van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling

Contribution du Programme Interreg France-Wallonie-Vlaanderen à la Consultation de la Commission européenne au sujet de la révision ciblée du règlement général d'exemption par catégorie (aides d'Etat) : extension aux fonds nationaux combinée à certains programmes de l'Union

Le Programme Interreg France-Wallonie-Vlaanderen 2014-2020 rencontre certains obstacles et difficultés à mettre en œuvre les obligations en matière d'aides d'Etat. En vue de la prochaine programmation, nous souhaitons attirer l'attention de la Commission européenne sur les points suivants :

1) La spécificité de la coopération territoriale européenne (CTE) et transfrontalière en particulier qui est difficilement conciliable avec les aides d'Etat, notamment :

- Les aides d'Etat s'appliquent généralement à une entreprise située dans un Etat membre et non pas à plusieurs opérateurs de projets situés dans différents pays appliquant des règles différentes, propres à leur législation.

- La coopération transfrontalière vise à un décloisonnement du territoire de part et d'autre des frontières et promeut la collaboration en effaçant progressivement l'impact des frontières, ce qui ne peut qu'améliorer le fonctionnement du marché unique. Cet objectif se situe à l'opposé du principe de la distorsion de la concurrence.

- L'application de règles en matière d'aides d'Etat est différente dans chacun des trois versants qui constituent le territoire transfrontalier du Programme FWVL (en référence à un niveau national ou infranational). Cela représente une difficulté supplémentaire, tant au niveau du suivi par l'assistance technique du Programme que par les opérateurs au sein d'un seul projet qui se voient attribués des avis voire des régimes applicables différents.

L'impact d'une éventuelle intervention de réduction des aides publiques se révèle minime en relation aux montants relativement peu importants des budgets des opérateurs de projets d'un Interreg CTE comme le nôtre.

2) La mise en œuvre des obligations en matière d'aides d'Etat au sein du Programme (Autorité de Gestion, Secrétariat conjoint, Autorités partenaires, Assistance technique, ...) nécessite des ressources importantes aussi bien en temps qu'en personnel. Le programme ne dispose pas de l'expertise nécessaire. Le Secrétariat conjoint du Programme établit un premier avis aides d'Etat par opérateur (ou par projet si non économique dans son ensemble). Cet avis est ensuite croisé avec les avis des Autorités partenaires. Le processus d'analyse est donc particulièrement lourd et mobilise, à tous les niveaux de mise en œuvre des projets et du programme, des ressources considérables pour un impact en termes de distorsion de la concurrence qui est minime, voire inexistant.

3) Les avis donnés par le Secrétariat conjoint sont basés sur le cadre proposé par l'étude d'un bureau juridique. A l'usage, on constate que plusieurs études juridiques réalisées sur le sujet adoptent des positions bien souvent différentes. La matière est extrêmement interprétative, ce qui rend l'analyse complexe et difficile.

4) La mise en œuvre des obligations en matière d'aides d'Etat représente une charge administrative lourde pour les opérateurs. Lors des Comités d'accompagnement transfrontaliers qui assurent le suivi des projets, les discussions sur les aides d'Etat sont chronophages et énergivores. La logique administrative prend le dessus sur la logique de terrain et la valeur ajoutée qu'apporte la coopération.

5) Le suivi des avis aide d'Etat est évolutif. Un projet peut évoluer pendant sa mise en œuvre (nouvelles activités économiques, changements d'opérateurs de projet, ...) et avoir un impact sur l'avis aides d'Etat initial. Ce suivi est complexe et représente une charge de travail disproportionnée aux enjeux et à l'intérêt que présentent les projets.

6) Enfin, le suivi des aides d'état implique un rapportage des Etats membres vers la Commission, particulièrement lourd administrativement, avec des outils peu adaptés à la coopération transfrontalière.

L'Autorité de gestion du programme Interreg France-Wallonie-Vlaanderen résume sa position autour du point suivant : proposition d'exempter la coopération transfrontalière des obligations réglementaires en matière d'aides d'Etat.